

Préambule

Penser fait souffrir.

STENDHAL

J'allais mal, très mal, depuis les attaques terroristes contre *Charlie Hebdo* et l'épicerie Hyper Cacher. Depuis les fusillades qui ont ensanglanté Paris le 13 novembre, c'est pire encore. J'ai toujours vécu avec l'inquiétude comme fidèle compagne, mais cette fois c'est autre chose : une sensation d'être submergé par une détresse qui ne s'atténue pas. Cette angoisse dépasse de loin celle de l'anxiété personnelle qui m'est familière en tant qu'architecte. Il s'agit d'une peur historique, terrible et terrorisante. Il s'agit de la peur de cette parcelle de guerre civile mondiale dont les molécules se distinguent à deux pas de chez moi. Il s'agit de la peur de ces bigots du troisième millénaire, de ces grenouilles de bénitier d'un genre nouveau qui font du réseau mondial leur lieu de culte en imposant des hoquets de la Saint-Barthélemy par connexion Internet. Il s'agit de la peur de ceux qui se voilent la face en niant la réalité, ceux qui prétendent ne pas vouloir « souffler sur les braises » et qui demeurent sans réaction face à l'incendie.

Je connaissais le totalitarisme depuis longtemps. J'ai lu très jeune les œuvres de Hannah Arendt sur le sujet et, en tant qu'architecte, je combats la pensée totalitaire de Le Corbusier sur la ville, qui ne laisse aucune place à l'imaginaire, au terrain vague, à l'inachèvement. Mais je ne connaissais pas ce totalitarisme religieux qu'il faut savoir nommer sans crainte : le djihadisme salafiste. D'aucuns le nomment « islamo-fascisme », mais cette appellation me semble incorrecte. Si le fascisme représente bien une horreur éradicatrice qui broie ou extermine tous ceux qui refusent de s'y soumettre, cette doctrine ne peut illustrer une forme de totalitarisme qui convertit ou tue au nom de Dieu. Les nazis ne cherchaient pas à convertir les Juifs, ils les exterminaient. Le djihadisme salafiste, lui, incarne une forme de totalitarisme qui laisse une marge pour la conversion des chrétiens, *juste* au prix de leur servitude... Et les Frères musulmans se préparent.

En France, nous n'avons pas su, pas pu ou pas voulu combattre ce totalitarisme. À présent, tous les ingrédients sont réunis pour constituer une bombe à fragmentation : d'un côté les discriminations, le rejet d'une partie de la population ; de l'autre l'autocensure, le silence, les « pas d'amalgame s'il vous plaît ». Neuf siècles après les croisades, le retour de manivelle nous revient en pleine face. Les apôtres de la rassurance en tout genre s'en donnent à cœur joie : arguments sociologiques, coloniaux, politiques. Des explications, valables ou non, mais qui font l'impasse sur un noyau dur : la soumission

hors sol, hors contexte. Est-ce que le passé a un avenir? Voilà la question.

Une espérance peut-elle renaître de toute cette mort? Peu de gens y croient. Malgré tout, j'en fais partie. Durant toute mon existence, j'ai refusé de me résigner face aux situations les plus injustes, les plus navrantes ou les plus idiotes. Aujourd'hui encore, je n'accepte pas de penser que tout est perdu. En prenant la plume, je veux tenter d'insuffler de l'espoir pour mon pays. Un pays pour lequel je ressens une étrange passion qui me vient du plus loin de mon enfance, du Limousin et de la Résistance qui protégea la vie de quatre Juifs: mon père, ma mère, ma sœur aînée et moi. La France s'est déjà trouvée au bord du gouffre et a su renaître. Le gouffre est de nouveau devant nous. Et la « classe politique » s'échappe en cavalcade derrière les idées de la France moisie¹ du FN.

1. L'expression est de Philippe Sollers (*Le Monde*, 28 janvier 1999).

JE ME SOUVIENS

Dans les années 1970, lorsque n'importe quel individu engageait un discours politique, il était coutumier de lui rétorquer : « D'où tu parles ? » Cette question avait pour but de pousser le locuteur à dévoiler quelle chapelle il représentait : était-il marxiste, non marxiste, maoïste, trotskiste, idéaliste, matérialiste ? C'était Lacan qui nous faisait dire ça.

D'où je parle ?

Je parle d'un môme dont le premier voyage est l'exode dans le ventre de sa mère. Je parle d'un tout petit Juif sauvé avec son père, sa mère et sa sœur par les maquis communistes du Limousin et les habitants de Saint-Léonard-de-Noblat. Une survie qui m'a laissé une dette imprescriptible envers la République.

Que devint le petit youpin, une fois sorti du ventre de sa mère le 16 octobre 1940 ? Mon premier souvenir d'enfance date de juin 1944 : la division SS Das Reich défile dans la rue, je

l'observe depuis la fenêtre pendant que ma mère me coiffe. Je ne garde pas de souvenirs personnels de ce qui s'est passé avant ce jour-là, mais certains faits m'ont été racontés et ont construit le récit de mon enfance, au point de devenir des éléments fondateurs de ce que je suis. En octobre 1940, ma mère était asséchée, son sein restait sec et le bébé que j'étais a souffert de la faim jusqu'à ce que les boîtes de lait américain suppléent à la disette. Ma boulimie puise sans doute son origine de mon berceau. Un autre événement de ma petite enfance est plus tragique. La scène se déroule début 1943, l'accord entre Franco et Hitler qui protégeait les Juifs espagnols se craquelle. Pour mettre leurs enfants à l'abri, mes parents nous placent ma sœur et moi au pensionnat du lycée de Saint-Léonard-de-Noblat¹. Ma sœur est âgée de quatorze ans, j'ai à peine deux ans. Je hurle mon désespoir avec une telle force que l'on finit par me ramener à ma mère. Je n'ai pas besoin de m'en souvenir : je sais qu'il s'agit d'un acte fondateur de mon destin. Je vis avec la panique de l'abandon, je n'abandonne personne, j'exige que l'on ne m'abandonne jamais et je possède une capacité d'enchantement hors normes. Ma vie oscille entre cette panique de l'abandon et une intarissable capacité d'émerveillement. Ce souvenir indirect dit de moi ce que je suis devenu : une bête courageuse, hâbleuse, un orateur doté d'une fragilité inscrite au plus

1. La directrice de cette école est Juste parmi les nations en Israël.

profond de son être. Durant certaines périodes difficiles, le réveil de cette fragilité a déclenché en moi l'idée de passer de l'autre côté du miroir. Je ne l'ai évoqué que trois fois dans ma vie, c'est la troisième aujourd'hui. Ce qui ne vous tue pas vous fait grandir.

Le 7 janvier 2015, date à laquelle on peut fixer l'entrée en guerre mondiale de la France contre le califat, les attaques terroristes contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher ont ravivé en moi la blessure originelle. Ce jour-là, j'ai sombré en dépression. Mais face aux circonstances les plus désespérées, je conserve toujours une capacité prophétique de bonheur possible. Je cherche toujours une solution, refusant de me soumettre à la fatalité du pire. À Cassandra, je préfère saint François d'Assise. Je ne suis pas un prophète du malheur mais un prophète de ce qui *pourrait aller bien*.

Ce que l'on voyait venir...

Le 1^{er} novembre 1954 restera comme le premier jour de la guerre d'Algérie, avec une série d'attentats perpétrés par le Front de libération nationale (FLN). J'avais quatorze ans. Animé par une haine profonde du colonialisme, j'ai été écoeuré de découvrir que mon pays était capable de torturer au nom du drapeau tricolore. La colère et la honte ne m'ont pas quitté, même lorsque j'ai fêté l'indépendance algérienne dans le plus grand bonheur.

Plus tard, j'ai vécu un Mai 68 qui s'est éternisé bien plus d'un mois et qui se compte même en

années. Cette période fut certes éblouie par une fascination maoïste mais, avec mon organisation, Vive la révolution (VLR), nous avons aussi soutenu le Mouvement de libération des femmes (MLF) et le Front homosexuel d'action révolutionnaire (Fhar). J'ai suivi une bonne interprétation de Marx qui, dans le *Manifeste du parti communiste*, soutenait que l'émancipation de chacun était la condition de l'émancipation de tous. Un principe qui allait à l'encontre de la « vulgate collectiviste » dont on connaît désormais l'histoire et l'impasse. « Changer la vie », c'était notre slogan, emprunté à Rimbaud... Avant Mitterrand, bien avant.

Le 10 mai 1981, François Mitterrand remportait l'élection présidentielle et la gauche parvenait au pouvoir. Le lendemain, j'ai écrit un poème sur les banlieues. Convaincu que les quartiers populaires représenteraient une question centrale pour le septennat à venir, j'ai créé l'association Banlieue 89, avec laquelle j'ai œuvré pour que ces territoires de relégation disparaissent en tant que tels, se transforment, se désenclavent, deviennent beaux et attractifs, que la Grande Bibliothèque soit à Saint-Denis, l'Opéra à Alfortville, à la confluence, et les ministères en banlieue.

En 1983, j'ai soutenu la Marche des Beurs pour l'égalité. Aujourd'hui encore, je reste persuadé que si François Mitterrand avait alors eu pour ces « marcheurs » des mots proches de ceux du comte de Clermont-Tonnerre le 23 décembre 1789 – « Il faut refuser tout aux Juifs comme nation, et accorder tout aux Juifs comme individus ; [...] »

il faut qu'ils soient individuellement citoyens» – la suite du film de la République métissée aurait pris une autre tournure. Si le droit de vote des étrangers aux élections locales avait été mis en œuvre, comme le prévoyait le programme socialiste, les gamins des familles arabes et africaines auraient vu leurs parents s'habiller en dimanche pour aller voter aux élections municipales, régionales ou cantonales. Ça n'a pas été le cas.

J'ai participé à la création de SOS Racisme. Avec les banlieues, j'avais repéré le territoire dans lequel les choses allaient le plus mal. Il ne s'agissait pas d'un problème hors sol : il s'agissait d'un territoire physique, pas un territoire mental. Est-ce que mes amis de SOS partageaient ce constat ? Sans doute pas complètement. Ils n'étaient pas conscients que le communautarisme se développerait dans certains quartiers. À cette époque, les revendications musulmanes n'existaient pas. Elles viendront plus tard.

Dès 1983, j'ai repéré la désindustrialisation qui croissait. C'était si flagrant que c'en devenait pathétique. L'héritage gaulliste de l'ardente nécessité du Plan, de la planification économique, du colbertisme appliqué à nos jours, je savais que tout cela ne fonctionnait plus. Le plan Davignon a massacré notre sidérurgie.

Dans les décennies qui ont suivi, j'ai protesté contre les « batailles mémorielles » hémiplé-giques. La Shoah ou l'esclavage, quel est le pire crime ? La compétition a pris de l'ampleur, avec les effets dévastateurs que l'on sait. J'ai proposé

que l'on réunisse au Mont Valérien l'ensemble de nos mémoires malheureuses : la mémoire de l'esclavage, la mémoire de la Shoah, la mémoire du colonialisme, la mémoire des Harkis qui ont vécu le double mépris des Français et des Algériens... Je n'ai pas été écouté.

J'ai toujours fustigé le concept de « droit à la différence », si souvent brandi par la gauche. La différence est une réalité que nul ne peut nier, les différences sont multiples et nous devons nous en réjouir. Mais la différence n'est en aucun cas un droit. Je me souviens d'avoir écrit en 1984 une lettre à François Mitterrand dans laquelle j'affirmais : « L'excision n'est pas une tradition respectable mais un crime contre la jouissance des femmes. » Je défendais alors une idée considérée comme une vieillerie : la laïcité. Cette lettre a brûlé avec mes archives, mais cette question attise toujours les flammes.

Je sais tout des discriminations. J'ai été traité de « sale Juif », je peux aisément ressentir ce que subissent les Noirs et les Maghrébins *coupables* de délits de faciès. Je sais l'ignominie des regards accusateurs, des boîtes de nuit interdites, du rejet tacite. Mais j'ai aussi vu les filles des cités lorsqu'elles rentraient chez elles : elles ne marchaient pas, elles traçaient ! Elles s'habillaient en survêtement et se changeaient en arrivant au Forum des Halles. Parce qu'elles ne voulaient pas se vêtir en « objets de désir » dans leur cité. J'ai progressivement constaté ce que Gilles Kepel a relaté dans son ouvrage

*Les Banlieues de l'islam*¹ : dans certains quartiers, l'ordre public a été sous-traité aux religieux, avec la bénédiction des gouvernants successifs, trop contents du semblant de paix sociale que ceux-ci maintenaient. Je savais aussi l'erreur destructrice qui était faite avec le recrutement de nombreux « grands frères » en animateurs sociaux, pour calmer la jeunesse des quartiers, à défaut de leur donner un véritable travail. Il eût été plus judicieux de choisir les « grandes sœurs »...

Puis sont arrivées des jeunes filles qui refusaient de suivre les cours de gym à l'école, des piscines ouvertes à des horaires différents selon les sexes, des cantines qui adaptaient les menus selon des principes religieux. Bien entendu, ce dernier point pourrait être considéré comme légitime car les enfants ont le droit de se nourrir et qu'il ne s'agit, finalement, que d'un petit coup de canif au principe de laïcité. Pourtant... Difficile de ne pas voir que les mécanismes de la séparation se mettaient en place dans notre société.

Un jour de mars 2012, un individu a tué des enfants juifs. Mohammed Merah. Par le passé, des actes de grande violence avaient régulièrement été commis contre des jeunes Maghrébins, mais ceux-ci n'avaient pas cette cruauté infâme.

Trois ans plus tard, ce fut les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher. En s'attaquant à *Charlie*, ils ont frappé au cœur de l'insolence, au cœur de l'esprit français. Ils ont tiré sur une manière

1. Seuil, 1987.

de rire de tout que le monde entier nous envie. L'insolence française, c'est la France. De Gaulle faisait une distinction entre la France et les Français. En tuant les dessinateurs de *Charlie*, c'est plus la France que les Français qu'ils ont touchée.

Le lendemain des tueries de *Charlie Hebdo*, avant même la prise d'otages dans le supermarché casher, j'ai écrit un texte à chaud. J'appelai à ce qu'au moins deux millions de Français manifestent dans la rue.

Paris, 8 janvier 2015

Qu'ils aient osé abîmer la France à ce point, en frappant au droit imprescriptible au blasphème, à la dérision, en tentant de nous empêcher de rire de tout, pas avec n'importe qui, avec des citoyens, c'est ça la hauteur de l'horreur.

Il faut évidemment que deux millions de citoyens manifestent dans l'unité nationale, dimanche à Paris.

Au-delà, il faut redonner aux citoyens la possibilité d'être en armes, en armes civiles. Il faut créer un service civil obligatoire à dix-huit ans, pour garçons et filles, une conscription citoyenne civile en France avec le projet de l'étendre à l'Europe.

Il faut sacraliser la laïcité dans toutes les écoles de la République.

Il faut que les mairies deviennent l'espace du débat à reprendre sur l'identité laïque de la République.

Il faut une politique économique qui vise à l'autarcie énergétique. Le nucléaire, les énergies renouvelables, le gaz de schiste sont autant de pistes qu'il faut oser examiner.

Il faut pouvoir rompre avec les monarchies pétrolières qui asservissent les femmes.

Il faut prendre très au sérieux l'égalité des sexes dans l'espace public.

Méfions-nous de la démocratie de l'émotion. Que cela retombe dans l'idée superstitieuse que tout pourrait s'arrêter avec une bonne police.

Il faut refaire un Pacte, redonner des règles de morale publique, réinventer de l'idéal républicain – il doit faire l'objet d'un culte...

Il faut que l'argent redevienne secondaire et relatif par rapport à la Fraternité, l'Égalité, la Liberté...

Il faut rajouter la Laïcité à cette liste et poursuivre la bataille de l'Urbanité pour tous.

Il faut recréer une Nation dans une Confédération européenne et qu'elle soit un sanctuaire démocratique pour le monde.

Si l'on veut éviter les communautés, il faut sacrifier la République, sanctuariser l'Europe, construire une communion républicaine.

Vaste programme, mais indispensable pour rester debout, un peu plus qu'une semaine!

L'espoir déçu

La manifestation du 11 janvier 2015 rassembla bien plus de deux millions de personnes. Le président de la République, le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur, tous ont tenu leur rôle (et c'était leur rôle). Les marcheurs s'applaudissaient d'être là. Ce n'était pas une manif, c'était une marche, une authentique communion républicaine! L'une des essences de l'identité de la France – l'insolence – était soutenue, proclamée par un peuple à la face de la planète. Dans le monde entier, une phrase semblait revenir sans cesse : « La France

est de retour! *France is back!*» Mais ce ne fut qu'une bulle voltairienne, un sursaut d'orgueil, une sorte de parenthèse magnifique. Comme si ce moment pouvait exorciser, le temps d'un dimanche, tout ce qui coïncit dans la société depuis trop longtemps. C'est étrange de se sentir libéré alors qu'en réalité tout ne faisait que commencer!

Ce jour-là, la société française aura été bien plus forte que ses représentations, bien plus puissante que ses blocages, bien plus solide que ses élites. La longue histoire aura brusquement occupé la rue. Ce dimanche, la République aura fait irruption. Mais, le lendemain, tout semblait redevenu comme avant. Comme si nous avions seulement imaginé ce qui s'était passé. Le lendemain, non seulement tout le monde n'était pas Charlie, mais le chômage avait réinvesti les esprits, le sentiment d'abandon de territoires était toujours là, l'enclavement de certaines banlieues restait aussi fort, le désarroi et le sentiment de vivre dans une société à plusieurs vitesses apparaissaient plus présents encore. Ce 11 janvier n'était qu'une douce ivresse dont il ne reste que la gueule de bois.

Les élections qui suivirent l'ont confirmé. Les départementales de mars 2015 furent marquées par un taux d'abstention de 50 % mais aussi par l'inquiétant score du Front national (25 %) et son ancrage sur l'ensemble du territoire. Quelques jours plus tard, un attentat fut déjoué à Nice, puis le Danemark vécut une attaque simultanée contre un centre culturel et une synagogue. Comme s'il

s'agissait d'un nouveau rituel à base de caricaturistes et de Juifs.

Après le 11 janvier, j'ai pourtant été euphorique. J'ai tenté de retenir ce moment de bonheur le plus longtemps possible. Mais je me suis vite rendu compte que tout redevenait comme avant, plutôt en pire même. Lucidement, j'ai compris qu'il n'y avait eu qu'un mouvement horizontal, pas vertical. Régis Debray l'avait souligné, il avait raison. Très vite, l'« esprit du 11 janvier » a été manipulé politiquement et médiatiquement par Hollande. Certains, parfois de bonne foi, ont tenté de s'accrocher à des symboles. Dans les jours qui précédèrent les attentats, trois flics avaient été tués : un Arabe, une Noire, un Blanc. Une histoire officielle exemplaire, presque une fable. Le héros du supermarché Hyper Cacher, qui avait protégé des clients du terroriste les détenant en otages, était un jeune Africain. Fallait-il qu'il fasse cela pour qu'on lui donne enfin la nationalité française ? La réalité était bien différente que ce que ces symboles donnaient à voir.

Grâce à l'immense mobilisation, la manifestation du 11 janvier semblait porteuse d'espoir. Mais cette journée pourrait devenir un malheureux souvenir si elle s'avérait le premier signe que notre pays est à l'aube d'une guerre civile. Prédiction insensée ? Pourtant, nul n'oserait nier que nous sommes assis sur une poudrière et que la moindre étincelle pourrait tout faire exploser. Le 19 avril 2015, trois mois après les attaques contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher, un nouvel

attentat a été évité de peu par l'arrestation d'un islamiste radical qui s'apprêtait à tirer avec une kalachnikov dans deux églises de Villejuif. Que se serait-il passé si ce terroriste était parvenu à ses fins ? Le scénario sanguinaire est facilement imaginable. Premier symbole : au moins une quinzaine de catholiques assassinés dans un lieu de culte ! Deuxième symbole : pas besoin de tuer des Juifs ce jour-là, le signifiant de la ville suffisait ! Que se serait-il passé après ? La haine se serait répandue comme une traînée de poudre. Sans doute deux mille cinq cents têtes de cochon placardées sur le fronton de deux mille cinq cents mosquées ! Avec deux ou trois ratonnades dans la foulée, notre pays compte suffisamment d'abrutis pour agir de la sorte... Et le lendemain ? Marine Le Pen qui dépasse les 50 %, l'ensemble des « musulmans » amalgamés aux salafistes, les islamo-gauchistes qui contre-attaquent et des élites politico-médiatiques si préoccupées d'elles-mêmes qu'elles se montrent incapables d'indiquer le moindre horizon. Et, au milieu de la mêlée, vous et moi, perdus, cherchant désespérément un cessez-le-feu. J'ai affirmé que je n'aimais pas Cassandre, mais lorsque l'on voit un camion en flammes qui fonce sur vous à 200 km/h, mieux vaut se dire que l'on est en danger plutôt que d'attendre que le conducteur vous évite d'un coup de volant.

Je ne débarque pas de nulle part. Je peux même constater que j'ai eu raison très tôt. J'ai crié ce que j'estime nécessaire de mettre en œuvre pour lutter contre la fracture territoriale qui menaçait notre

pays. Avec mes moyens limités, à travers mes provocations, j'ai tenté de peser à de multiples reprises pour faire changer la politique. J'ai constaté jour après jour l'état latent de crise de nerfs de la société française. Une société devenue agressive, peuplée de visages fermés sur lesquels ne se dessine aucun sourire. Mais je dois le reconnaître : je ne mesurais pas à quel point la société se délitait. Je n'avais pas vu non plus arriver l'irruption du médiatique de cette pensée de l'instantanéité qui est évidemment contraire à la pensée tout court. Une irruption survenue dans les années 1980 et qui n'a cessé de croître par la suite.

Agir au lieu de s'écouter parler

Je suis architecte. À mes yeux, cela signifie être un intellectuel *fabricant* à la tête d'une PME. Un intellectuel qui tente de mettre en œuvre ses idées avec les mêmes soucis que n'importe quel dirigeant de petite entreprise. Bref, un intellectuel qui ne peut pas faire l'économie de se soucier des problèmes administratifs, comptables et – comble de l'effroi¹ – de management ! Cela ne l'empêche pas d'œuvrer par son travail à créer du lien en transformant des lieux. J'ai toujours été ému par les témoignages amicaux des habitants des quartiers dans lesquels j'ai réalisé des transformations qui

1. Avec une horreur toute particulière pour le RSI (régime social des indépendants), qui est en train de massacrer les PME : le pervers fiscal de la Sécu est au boulot !

rendent ces endroits plus attractifs, plus citadins, plus dignes et plus beaux.

Car un intellectuel est aussi fait pour agir, pas seulement pour s'écouter parler. C'est pourquoi les intellectuels engagés et commentateurs de tout bord me fatiguent, les « belles âmes » m'emmerdent ! Les intellectuels immergés dans le prolétariat tel Antonio Gramsci dans l'Italie préfasciste ont disparu avec lui. Pourtant, peut-être plus que jamais, nous avons besoin d'« intellectuels fabricants ». Certaines tentatives ont bien eu lieu. Le mouvement de l'Utopie concrète, que j'avais créé en 2003 avec dix-sept autres fondateurs, en était une. Mais nous avons constaté qu'il est impossible de faire de la politique en amateur. De nouvelles formations citoyennes tentent tout de même d'agir, comme Nouvelle Donne de Pierre Larrouturou, les Faizeux d'Alexandre Jardin et de nombreux autres collectifs lancés depuis le 11 janvier. Face à la gravité de la situation, nous avons besoin d'un nouvel appel du 18 juin. Un signal nous assurant que rien n'est perdu, un signal pour nous mobiliser dans l'action et l'espérance. Mais un tel signal ne peut venir de ceux qui ont laissé la société implorer en étant incapables de se regarder dans une glace.

Que pouvons-nous espérer des dirigeants politiques en place ? Une fois la période de sidération médiatique passée, ils ont repris le cours de leurs activités presque comme si rien ne s'était passé. Après les attaques terroristes contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher, j'ai espéré sans y croire que

les partis de droite et de gauche formeraient une Union nationale, répondant ainsi à cet « esprit du 11 janvier » qui inspirait l'illusion que nous formions un peuple uni face au danger. Après les attentats du 13 novembre, je me suis surpris à y croire encore. Évidemment, aucun homme politique n'oserait porter une telle proposition. Pourtant, cette perspective permettrait de mettre entre parenthèses les querelles politiciennes pour enfin se donner un véritable temps d'élaboration de projets dans la durée.

Après la manifestation du 11 janvier, tout et son contraire a été dit. Certains ont comparé la situation à un appel du 18 juin, d'autres soulignaient que les défilés en mémoire des dessinateurs de *Charlie Hebdo* représentaient les cortèges les plus importants depuis la Libération. Curieux mélange des genres : étions-nous le 18 juin 1940 ou le 24 août 1944 ? Devions-nous entrer en résistance ou venions-nous d'être libérés ?

Le 18 juin 1940 fut le signal du rassemblement pour ceux qui refusaient de se soumettre à la barbarie nazie. Mais ceux qui s'y référaient en janvier 2015 n'osaient pas regarder en face ce que signifiaient ce refus du droit imprescriptible au blasphème et cette résurgence d'une haine des Juifs. Le 24 août 1944 fut le sacre républicain du programme de la Résistance, dont les beaux lambeaux nous servent aujourd'hui encore de lien social. Mais ceux qui affirmaient que nous étions à l'aube d'un nouveau 24 août avaient sans doute oublié que nous n'avions aujourd'hui aucun

programme à mettre en œuvre. Nous sommes face à une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader depuis trente ans, avec en prime la tentation djihadiste d'une partie de notre jeunesse. Une tentation qu'il nous reste encore à penser, déconstruire, combattre et dissoudre. Les maux de la société française ne pourront être soignés par des technocrates. Les Français et leurs représentants ont divorcé, et pas à l'amiable. Un sentiment domine : on y va, mais on ne sait pas où. Avec les héritiers de Déat et de Doriot qui tentent de ramasser la France des désespérés, des oubliés.